

Les paysanneries centrafricaines à l'épreuve du conflit des années 2010

Benoît Lallau^{1,*} et Lise Archambaud²

¹ Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé), Sciences Po Lille, 9 rue Angellier, 59000 Lille, France

² Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé), Université de Lille, 59655 Villeneuve d'Ascq cedex, France

Résumé – Le conflit qui a débuté en 2012 a fortement affecté les campagnes centrafricaines, déjà fragilisées par des décennies de marginalisation et par les précédentes crises sécuritaires. Pillages et insécurité prolongée déstabilisent les villages. Tant individuellement que collectivement, les paysans tentent de s'adapter à ce contexte de crise et aux transformations qu'il induit. Mais face à une insécurité qui demeure forte, beaucoup ne parviennent qu'à résister au quotidien à l'adversité vécue. La résilience des paysans, tant souhaitée par les acteurs de l'aide humanitaire, demeure peu apparente dans ces campagnes.

Mots clés : paysannerie / insécurité / crise prolongée / République Centrafricaine / résilience

Abstract – **Central African peasantry facing the conflict of 2010.** The conflict that began in 2012 has strongly affected Central African rural areas, already weakened by decades of marginalization and previous security crises. Looting and protracted insecurity destabilize villages. Both individually and collectively, farmers are trying to cope with this crisis and with the transformations it induces. But faced with insecurity that remains strong, many are only able to withstand the everyday adversity. The resilience of peasants, so much desired by the humanitarian actors, remains little apparent in these areas.

Keywords: peasantry / insecurity / protracted crisis / Central African Republic / resilience

1 Introduction

Trop peu nombreuses pour rentabiliser l'intervention d'organismes de développement, et souvent jugées trop rétives à la modernité, les paysanneries centrafricaines n'ont jamais beaucoup intéressé. Et au fil des décennies, elles ont dû s'adapter à un retrait quasi intégral de l'État, à la dérégulation des filières censées les intégrer aux marchés mondiaux, à la disparition de l'appui agricole, à la perte de l'accès aux services essentiels que sont la santé et l'éducation primaires. Cette longue marginalisation a été paradoxalement interrompue par le conflit initié à la fin de 2012, avec la prise du pouvoir de la coalition Séléka. L'ampleur du choc subi alors a conduit de nombreux acteurs urgentistes à intervenir dans ces campagnes, dans ces villages, multipliant les évaluations des besoins et les interventions d'urgence et de relèvement. L'un des biais de nombreuses évaluations humanitaires, souvent réalisées rapidement et avec des canevas standardisés, tient en leur absence de recul historique. Une absence qui les

conduit à énumérer l'ensemble des privations dont souffrent les populations, sans réussir à bien faire la part entre ce qui est lié au conflit et ce qui préexistait. Tel est précisément le but de cet article : mettre en évidence les impacts du conflit ayant débuté en 2012, mais à la lumière des dynamiques observables au sein de paysanneries centrafricaines trop souvent postulées immobiles. Bien entendu, les conditions agroclimatiques sont très diverses, les trajectoires sont multiples dans ces vastes campagnes, mais nous formulons l'hypothèse que, par-delà les innombrables spécificités locales, quelques traits communs, quelques tendances significatives peuvent être mis en évidence.

Les analyses proposées ici reposent principalement sur le déploiement d'un dispositif d'observatoire des crises et des résiliences, initié sur 8 sites villageois et pastoraux depuis 2016 par le CLERSE (Université de Lille) et le LERSA (Université de Bangui) (Lallau et Archambaud, 2018), en partenariat avec quatre organisations non gouvernementales (ONG) internationales (ACTED, Action contre la faim, Triangle GH et Croix Rouge française). Mais elles mobilisent aussi d'autres études plus ponctuelles menées depuis 2013, de nombreuses informations plus informelles issues de la société civile centrafricaine ou d'acteurs humanitaires, et bien entendu

*Auteur de correspondance : benoit.lallau@sciencespo-lille.eu

des travaux plus anciens, permettant cette impérative compréhension des transformations à l'œuvre dans les campagnes centrafricaines avant même le conflit. Une première section retrace l'histoire contemporaine de ces paysanneries, dominée par leur marginalisation. Une deuxième section présente les dynamiques complexes et les impacts de l'insécurité affectant les populations rurales depuis 2012. Dans une troisième section, ce sont quelques-unes des transformations observables dans les campagnes qui sont détaillées. Une quatrième se penche plus particulièrement sur l'échelle la plus mobilisée par les humanitaires, celle du ménage. Enfin, dans une cinquième section, sont abordées les relations, cruciales pour l'avenir, avec deux types d'acteurs, d'une part, les populations pastorales, d'autre part, l'appui extérieur.

2 La longue marginalisation des paysanneries centrafricaines

2.1 Les legs de l'Histoire

La République centrafricaine (RCA) dispose d'une grande diversité d'écosystèmes, mis en valeur pour l'essentiel par une agriculture d'abattis-brûlis. Ce mode de mise en valeur, et ses limites actuelles, ne peuvent se comprendre sans un détour historique. Il s'agit tout d'abord d'une agriculture « alignée » le long des pistes. Cet alignement a été imposé par l'administration coloniale, puis post-coloniale, pour d'évidentes raisons de contrôle des populations rurales, sans considération pour le potentiel productif des terres cultivables aux alentours des pistes. Cela induit de paradoxales dégradations des terres arables, dans ce pays pourtant sous-peuplé, et tend à transformer le paysan en marcheur, du fait de l'éloignement parfois important entre le village et les champs.

Il s'agit ensuite d'une agriculture dans laquelle domine le manioc. Ce tubercule d'origine sud-américaine a progressé dans les campagnes oubanguiennes, au rythme des violences de l'histoire (Kalck, 1976 ; Prioul, 1981) : razzias esclavagistes, travail forcé colonial, cultures obligatoires, insécurités contemporaines. Le manioc est en effet une culture de crise, adaptée par son mode de culture (peu exigeant en termes de calendrier et de fertilité des sols) et de conservation (récolte au fur et à mesure des besoins) à des contextes troublés menaçant la force de travail disponible et exposant aux risques de pillage. Sa faible qualité nutritionnelle pèse donc peu dans les choix paysans, face à la relative sécurité qu'elle permet de maintenir.

Il s'agit enfin d'une agriculture partiellement extravertie. Les cultures à vocation exportatrice ont été introduites par le colonisateur, puis promues par l'État post-colonial. Après l'exploitation forcée du caoutchouc sylvestre, c'est principalement le coton puis le café qui ont été diffusés dans les campagnes oubanguiennes. « Culture du Commandant » puis « culture du développement », le coton a pris la première place dans les rotations culturales (au détriment des céréales) et a porté la plupart des efforts de la politique agricole : filière intégrée, diffusion de la traction animale, vulgarisation, prix garantis, groupements de producteurs, etc. (Leroy, 1993). Le café s'est lui développé dans les zones sud, plus forestières et humides. Tout d'abord ouvriers des plantations des colons, les paysans ont assez vite initié des plantations individuelles, attirés par le revenu relativement conséquent que cette production induisait (Dampierre, 1960).

2.2 Des paysanneries oubliées du développement

René Dumont dénonçait en 1966 les erreurs, voire les errements des politiques de développement agricole et rural : délaissement des productions alimentaires, carences nutritionnelles, sous-équipement agricole, élevage pastoral trop dissocié de l'agriculture, faible diffusion de la culture attelée, etc. (Dumont, 1966). Un autre trait de l'histoire des campagnes centrafricaines est ainsi le désintérêt des bailleurs et des élites nationales pour l'agriculture. Trop peu nombreuses pour rentabiliser les infrastructures rurales, jugées hostiles à la « mystique du progrès », les paysanneries n'ont bénéficié que de peu d'appuis, par ailleurs insuffisamment denses et pérennes pour être déterminants. Cette faiblesse de l'appui s'est accrue et muée en un véritable abandon depuis les plans d'ajustement structurel des années 1980, marginalisant ces paysanneries et les entraînant peu à peu dans le présent conflit.

Le coton est emblématique de ces politiques agricoles défailtantes (Lallau, 2005). Devant être la culture de la « modernisation », il a surtout été marqué par les aléas du marché et l'insuffisance de l'encadrement technique et sanitaire, une promotion velléitaire de la traction animale, et une incapacité à exploiter les potentialités en aval de la filière (usines d'égrenage, huilerie, industrie textile). La mise sous ajustement structurel a conduit à une quasi-disparition de l'appui technique, à une restriction importante de la zone de culture et à un démantèlement de la filière. Les décennies suivantes n'ont pas changé la donne : celle d'une filière en crise à la recherche d'une illusoire rentabilité, et ce avant même les crises politico-militaires qui vont durement l'affecter.

2.3 À la recherche d'alternatives

La marginalisation des paysanneries n'a pas signifié pour autant leur repli total sur l'autosubsistance. Il s'est agi davantage d'une intégration défavorable parce que subie, erratique, peu rémunératrice, que d'une complète mise à l'écart. Cette intégration aurait pu être rendue moins défavorable par une organisation collective suffisamment forte. Tel n'a pas été le cas en RCA où il n'y a pas de mouvement paysan proprement dit, et où l'action collective s'est limitée aux seules activités de groupements villageois adossés à une culture exportatrice. Suite aux dysfonctionnements des filières exportatrices, beaucoup de ces groupements ont disparu ou sont devenus des coquilles vides ; d'autres ont développé des activités autour du vivrier (Kadekoy-Tigague *et al.*, 2009). Mais ils n'ont jamais été relayés par une action plus politique, à l'échelle nationale.

Cette marginalisation s'est ensuite étendue depuis les régions les plus périphériques (le nord et l'est du pays) pour atteindre les régions autrefois plus intégrées. Elle n'a pas concerné que les filières agricoles, mais aussi le système scolaire (disparition de l'école rurale), l'accès aux soins primaires, les axes routiers secondaires, etc. Elle a conduit les agriculteurs à chercher à diversifier leurs activités (Gafsi et Mbéid-Bessane, 2003), *via* notamment la réorientation des productions vers les débouchés urbains ou transfrontaliers pour les producteurs les mieux situés. Mais beaucoup, ayant perdu toute perspective d'avenir dans l'agriculture, se sont dirigés vers les zones minières pour devenir manœuvres dans

les chantiers diamantifères ou aurifères, au moins durant la saison sèche. Ces activités minières sont anciennes, mais elles se sont très largement développées durant les années 1990 et 2000, au rythme de l'abandon des campagnes et de la marginalisation de leurs habitants. Alternative pour beaucoup de ruraux, en tant que mineurs ou fournisseurs de denrées alimentaires, ces activités minières vont aussi être au cœur des insécurités qui ont peu à peu affecté le monde rural centrafricain.

3 Les dynamiques de l'insécurité dans les campagnes centrafricaines

3.1 Années 1990–2000 : la montée des insécurités

Nous pouvons distinguer trois phénomènes représentatifs des diverses insécurités vécues dans les campagnes centrafricaines durant les années 1990 et 2000.

Type 1 : le brigandage. Il s'agit d'une insécurité provoquée par ceux que l'on appelle les *zaraguina*, ou coupeurs de routes. Ce brigandage est ancien mais a pris de l'ampleur durant les années 1990, profitant de l'absence des forces de sécurité, ou encore du désordre créé par les affrontements entre forces loyalistes et groupes dits rebelles. Les coupeurs de routes sont d'origines diverses : jeunes peuls sans troupeau, paysans sans perspective au village, anciens miliciens tchadiens, etc. (Chauvin et Seignobos, 2013). Cette insécurité freine les échanges commerciaux, entraîne des décapitalisations en bovins, accroît l'enclavement de nombreuses zones rurales, mais n'empêche ni le travail agricole ni l'approvisionnement alimentaire des populations.

Type 2 : le conflit interne. Il s'agit d'une insécurité provoquée par l'affrontement entre des bandes armées –présentées comme des groupes rebelles par les autorités– et les forces loyalistes tentant d'en réduire l'influence. C'est le cas de différents mouvements qui émergent durant les années 2000 dans les régions nord du pays, telle l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD) en Ouham-Pendé. Se présentant comme une force d'autodéfense, pourchassant parfois les *Zaraguina*, les miliciens de l'APRD commettent eux aussi diverses exactions à l'encontre des populations civiles, en premier lieu pour leur approvisionnement. Et les offensives des forces armées loyalistes contre l'APRD ont largement contribué à augmenter l'insécurité militaire, les villageois étant souvent considérés comme des complices des rebelles. Beaucoup de ces villageois se retrouvent ainsi pris entre trois feux : celui des troupes, plus ou moins contrôlées par leurs chefs, de l'APRD ; celui des forces armées centrafricaines ; celui enfin des *zaraguina*, qui profitent de l'instabilité généralisée pour accroître leurs exactions (Ankogui-Mpoko *et al.*, 2010). Au-delà des épisodes ponctuels de violence (induisant des fuites en brousse), c'est l'ensemble de la dynamique économique des zones rurales qui est alors fortement affectée : baisse, voire arrêt des productions agricoles (coton comme vivrier), régression des flux commerciaux, etc. (Lallau et Mbétid-Bessane, 2013).

Type 3 : l'agression extérieure. Il s'agit de l'insécurité provoquée par des bandes armées provenant de pays limitrophes, et se livrant à de nombreuses prédatations sur les populations civiles. Dans l'extrême est du pays (Haut-Mbomou), les ruraux ont ainsi été confrontés, à partir de

2008, à la violence des *Tongo Tongo*, miliciens de la *Lord's Resistance Army* du rebelle ougandais Joseph Kony. Le scénario est bien connu : des groupes mobiles, ayant peu de mal à se cacher dans ce désert vert, attaquent des villages, voire des petits centres urbains et leurs marchés, au gré de leurs besoins, pillant, rançonnant, violant, tuant ceux qui leur résistent. Les enlèvements d'adultes et d'enfants sont fréquents : les adultes pour porter ce qui a été razzié, les jeunes garçons pour en faire des enfants soldats, les fillettes et jeunes filles à des fins d'esclavage domestique et sexuel. Ces exactions poussent les paysans à fuir leurs villages pour se réfugier dans les centres urbains, où ils espèrent trouver une relative sécurité. Elles les empêchent de se rendre aux champs et ainsi de produire de quoi se nourrir (Laissus et Lallau, 2013).

3.2 Le conflit des années 2010 : un choc pluriel et prolongé

L'actuel conflit atteint donc des paysanneries affectées à la fois par une longue marginalisation et, dans de nombreuses régions, par des insécurités déjà anciennes et multiformes. Mais ce conflit diffère des précédents par ses quatre caractéristiques combinées : son étendue (sur la totalité du territoire), son intensité (en termes de dégâts et de victimes), sa durée, et le nombre de groupes armés impliqués. Ces caractéristiques en font un choc majeur et inédit pour les paysanneries centrafricaines, un choc qui se décline de trois manières, variant dans le temps et dans l'espace.

Le choc du pillage : Les bandes armées se livrent ponctuellement à des razzias dans les villes de province, dans certains villages, dans les quelques installations industrielles (usines d'égrenage, etc.) lors de leur « descente » vers la capitale, ou lors de leur « remontée » ou déplacements par la suite. Les conséquences immédiates sont importantes : alors que les villageois se réfugient en brousse, les habitations sont pillées et souvent brûlées, les greniers vides, tout ce qui peut être volé l'est. Le choc est donc violent, mais la capacité des habitants à se remettre, au-delà du pic d'insécurité alimentaire qu'il induit (du fait du vol des réserves), va surtout dépendre, d'une part, du maintien ou pas de la menace de pillage (qui oblige à demeurer en brousse), d'autre part, de l'occupation qui peut suivre.

L'occupation : qu'il y ait eu ou pas razzia initiale, il s'instaure une longue phase d'occupation et « d'administration » par l'une des mouvances Séléka, puis ex-Séléka. Cette administration se caractérise par une forme de prédation ordinaire (rackets, barrières, vexations, etc.), ponctuée de flambées localisées de violence, lorsqu'à l'exaspération des villageois, s'en prenant à des miliciens ou à des musulmans accusés d'en être les complices, répond une brutale répression des ex-Séléka. Une telle occupation perturbe fortement l'économie locale, mais le travail agricole n'est généralement pas empêché.

La violence prolongée : cela n'est plus le cas lorsque des groupes dits anti-balaka (milices villageoises) émergent et harcèlent les ex-Séléka, lorsque les éleveurs veulent se venger des exactions subies, ou lorsque différentes mouvances de ces ex-Séléka se disputent le contrôle d'un territoire. C'est alors un cycle d'escarmouches et de représailles qui menace les campagnes, poussant de nombreux habitants à fuir leurs

villages, pour se réfugier en brousse en cas d'alerte, et à moyen terme dans des camps de déplacés ou dans une zone jugée moins insécurisée. Dans les camps de déplacés, il n'est généralement plus question de travaux agricoles, hormis *via* un maraîchage de proximité, et il s'établit une dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire. Les zones dans lesquelles trouvent refuge les déplacés sont indirectement impactées par ces violences, du fait de la densification de la population et donc de l'usage des terres cultivables, des conflits que cela peut engendrer. Et même lorsque les agriculteurs demeurent au village, ils rechignent à se rendre dans des champs trop éloignés, par peur de mauvaises rencontres.

4 Les transformations des systèmes villageois

L'impact de cette crise sur les paysanneries peut s'analyser au travers de trois dimensions, les densifications localisées qu'elle induit, le « désordre » social qu'elle provoque, et les différenciations et recompositions sociales qu'elle peut générer.

4.1 Entre enclavement et densification

L'articulation des différents chocs (pillage, occupation, violence prolongée) varie évidemment d'une zone, d'un village, à l'autre. Les territoires les mieux intégrés, c'est-à-dire bénéficiant d'un axe de circulation relativement bien entretenu, sont ceux qui ont eu à subir les pillages de plus grande ampleur par les groupes armés, l'axe de communication permettant en effet une mobilité facilitée. Ces villes et villages, reliés à la capitale et donc accessibles pour les forces gouvernementales et les contingents de l'Organisation des Nations unies (ONU), sont aussi ceux qui attirent les déplacés du fait de leur relative sécurité et des différentes opportunités économiques existantes, une fois la vague d'exactions passée. Par ailleurs, les pillages, d'une part, et la gestion des déplacés, d'autre part, amènent les acteurs humanitaires à se concentrer dans ces zones. À l'inverse, les territoires subissant une administration prolongée par les groupes armés sont les territoires les plus enclavés. Ces derniers étant difficiles d'accès, ces groupes peuvent s'y maintenir d'autant plus aisément. Bien que les travaux des champs puissent être poursuivis, les populations n'ont alors d'autre alternative que de trouver des opportunités à l'extérieur de la zone, préférant parfois l'exode (temporaire ou définitif) à la pression des groupes armés. C'est là un des paradoxes majeurs de la guerre civile centrafricaine, que d'améliorer l'accès aux services de base des villages les mieux connectés, du fait du rush humanitaire induit, et de renforcer la marginalisation du reste du territoire, souffrant depuis longtemps de l'abandon par l'État et par les acteurs de l'aide humanitaire.

La pression sur les ressources naturelles tend par ailleurs à s'accroître dans les zones qui connaissent une densification de peuplement, que cela soit en raison de la recherche d'opportunités économiques ou parce que les paysans ont fui leur village en recherche d'une plus grande sécurité. C'est donc généralement autour des petites villes, là où se concentrent populations déplacées et projets humanitaires, que l'on observe cette pression accrue sur les agroécosystèmes. Cela peut conduire à des tensions entre populations résidentes et déplacées. Cela remet aussi en question le mode

d'exploitation du milieu fondé sur l'abattis-brûlis, qui ne peut persister que dans les zones peu peuplées, où l'espace cultivable demeure abondant. Les projets de maraîchage des ONG humanitaires, même s'ils poursuivent d'autres objectifs (sécurité, revenus rapides), préfigurent ce que devrait être l'avenir de l'agriculture centrafricaine de manière plus générale, marquée par un passage à la culture continue.

4.2 La cohésion sociale à l'épreuve des violences prolongées

La thématique de la cohésion sociale est toujours très présente dans les discours institutionnels en contexte post-conflit, soit que l'on constate son affaiblissement, soit que l'on mette en exergue au contraire sa résilience. Dans les campagnes centrafricaines, au-delà de la diversité des situations locales et en nous gardant de toute généralisation abusive, nous pouvons mettre en évidence l'un et l'autre de ces phénomènes : à la fois une régulation sociale mise à mal dans les contextes où le choc sécuritaire se prolonge, mais aussi la relative adaptabilité des dynamiques collectives locales.

En premier lieu, nous constatons que le cours normal de la vie villageoise peut assez rapidement se rétablir suite à un pillage, en dépit des importantes pertes occasionnées, voire des vies perdues. Les notables reprennent leur place, la relance de l'activité agricole s'organise en particulier *via* les groupes d'entraide (*cf. infra*), le chef du village redevient l'arbitre des conflits locaux, etc. Par contre, lorsque l'insécurité perdure, que l'administration par le groupe armé se fait violente, que les perspectives de relèvement s'éloignent, lorsqu'en somme le village change de normalité – celle de la crise prolongée –, la régulation sociale est souvent mise à mal. Face à l'impunité dont jouissent les pillards, des groupes d'auto-défense mobilisent de plus en plus de jeunes, se sentant impuissants et humiliés. Des groupes qui, bien souvent, se livrent à leur tour à de nombreuses exactions. Le recours à des pratiques magico-religieuses de protection et de sanction se développe. La multiplication des cas de « justice populaire », bien que difficilement chiffrable, constitue un symptôme majeur de cette « dérégulation » des sociétés villageoises centrafricaines.

En second lieu, en contrepoint de cet apparent « désordre » croissant, nous pouvons aussi constater une relative réactivité des dynamiques collectives à la crise sécuritaire. Certes, ces dynamiques ne sont pas toutes spontanées. La plupart des acteurs humanitaires souhaitent travailler avec des groupements, tantôt par idéologie communautariste (reconstruire la cohésion et l'inclusion sociales), tantôt par pragmatisme (toucher plus de gens en peu de temps). Il s'agit alors, dans les zones où l'insécurité a suffisamment diminué, de faire passer le relèvement par des « tontines améliorées » (associations villageoises d'épargne et de crédit, etc.), des groupements « AGR » (activités génératrices de revenus) ou de producteurs, etc. Mais avant même de telles interventions extérieures, les villageois tentent de réactiver et de mobiliser les formes d'action collectives qui existaient avant la crise, pour l'essentiel des systèmes d'entraide agricole et des tontines (Archambaud, 2018). Cette mobilisation va dépendre à la fois des opportunités économiques et des rapports de force locaux.

Ainsi, dans certains villages, il devient possible, dans les systèmes d'entraide agricole, de monnayer un tour au sein du

groupe. Cette possibilité, inexistante avant la crise, est le fruit d'une volonté des ménages en position de force de capter de la main-d'œuvre disponible pour les besoins des activités champêtres et de répondre à des opportunités économiques, mais permet aussi à d'autres, plus en difficulté, de bénéficier de liquidités pour couvrir leurs urgences. Ces derniers se voient privés de la force de travail du groupe, et donc freinés dans la relance de leurs activités agricoles. À l'inverse, il est courant que dans des villages confrontés à une rareté des opportunités économiques du fait d'une insécurité encore trop importante, les membres des systèmes d'entraide agricole en assouplissent les règles de fonctionnement : repas moins copieux à fournir par l'hôte, possibilité pour ce dernier de s'absenter le jour où les autres membres travaillent sur sa parcelle s'il a une opportunité à l'extérieur (travail pour une ONG, vente de sa production en ville, etc.). Ainsi, les paysans en quête de liquidités pour couvrir leurs besoins immédiats ne se trouvent pas pénalisés, et bénéficient tout de même de la force de travail du groupe. Les dynamiques collectives deviennent alors un levier favorable aux ménages – même ceux en difficulté – pour relancer leurs activités agricoles.

4.3 Quelles différenciations sociales suite à la crise sécuritaire ?

Ces exemples très différents (des groupements qui accroissent les écarts entre villageois vs. des groupements qui tendent à les limiter) renvoient à une autre question essentielle, celle de l'impact du conflit sur les inégalités locales. La crise accroît-elle donc les inégalités locales ? Une autre partie de la réponse se trouve dans l'analyse des modalités de recapitalisation, qui varient en fonction de la zone (et donc du type d'insécurité), des modalités antérieures de capitalisation (et de leur sensibilité aux manifestations locales de la crise), mais aussi des opportunités accessibles (ou du manque d'opportunités) suite à la crise. Considérons deux exemples. À Ngamana (Bangassou, Mbomou), c'est l'accès aux terres forestières qui représente le facteur le plus important de différenciation sociale : avant la crise, pour pouvoir réaliser plusieurs cycles successifs de vivrier ; après la crise, pour produire du riz, qui est l'une des productions les plus adaptées au commerce sur les zones de chantiers. Globalement, dans cette zone, nous n'observons pas de changement significatif dans les rapports de force au sein du village. À l'inverse, à Nounkowan (Bouar, Nana-Mambéré), la différenciation sociale reposait avant la crise sur la constitution d'un cheptel bovin, alors que suite aux pillages, c'est l'aménagement de parcelles pour la mise en place de vergers qui semble permettre de mieux préparer l'avenir. Le vol du bétail a ainsi conduit à des recompositions sociales, puisque les anciens notables ne sont plus toujours en mesure de reconstituer leur capital.

Au-delà de ces deux exemples, pour bien comprendre comment la crise influence les différenciations sociales, il est impératif de se pencher sur les enjeux locaux, c'est-à-dire ce qui permet aux ménages de « s'en sortir » et même d'améliorer structurellement leur situation. Pour pouvoir couvrir ses besoins essentiels à court terme, un ménage doit pouvoir développer au minimum une activité qui ne nécessite pas de capital initial, qui mobilise uniquement la force de travail disponible (vente de fagots, confection de briques, travail

journalier, etc.). Si ce n'est pas le cas, il doit avoir accès à l'assistance familiale, communautaire ou humanitaire. Au-delà de cette couverture des besoins de base, il s'agit pour le ménage de sécuriser ses moyens d'existence. Trois enjeux se révèlent ici. Tout d'abord, la production de vivrier doit permettre d'approcher ou d'atteindre une certaine auto-suffisance alimentaire. Ensuite, il est nécessaire de sécuriser la force de travail pour reproduire son système d'activités. Cette capacité constitue un enjeu essentiel dans ces agricultures « manuelles ». Troisièmement, le ménage doit savoir faire face aux difficultés courantes sans hypothéquer l'avenir (par des cessions d'actifs productifs par exemple). Enfin, lorsque le ménage démontre une capacité à investir à moyen et long terme, à initier des pratiques offensives de transformation de son système d'activités, il dépasse la seule couverture de ses besoins essentiels et la seule résistance à l'âpreté du quotidien.

5 Des paysans résilients ?

Cette analyse des recompositions et différenciations liées à la crise sécuritaire permet d'aborder avec distance une autre des thématiques généralement mises en avant par les bailleurs ces dernières années (en RCA comme ailleurs) : celle de la résilience, comprise comme capacité à se remettre d'un choc. Les paysans centrafricains peuvent-ils donc être considérés comme résilients ?

5.1 Survie, résistance, résilience

Les enjeux locaux sont les moyens dont disposent les ménages pour affronter la crise. Ils permettent de distinguer trois types de situations et de trajectoires : survie, résistance et résilience. Tout d'abord, les populations déplacées qui se retrouvent en camp doivent bien souvent se résigner à la survie : ayant perdu tous leurs biens, elles ne peuvent que rarement avoir accès à un champ ou plus généralement à une activité permettant d'assurer décentement leur subsistance. Elles ne peuvent compter, au mieux, que sur leur force de travail, la vente des produits de cueillette parfois, ou celle des biens distribués par les acteurs de l'aide le cas échéant (ACF, 2018). À l'opposé, un ménage en capacité d'investir à moyen et long terme peut être qualifié de résilient. C'est à l'ouest du pays, zone touchée par les pillages et l'insécurité mais bénéficiant des échanges avec les marchés camerounais limitrophes et de l'accès relativement facile à Bangui, que nous pouvons observer ce type de trajectoires. À Nangoko (Bérébati, Mambéré-Kadéï), ce sont les activités piscicoles ou les plantations de café, de kolatier ou de fruitiers qui marquent l'entrée en résilience, ces activités permettant non seulement de sécuriser les moyens d'existence (au travers de la constitution ou de la reconstitution d'un petit élevage par exemple), mais aussi de financer de nouvelles sources de revenus. Entre survie et résilience, les trajectoires de résistance sont caractérisées par l'incertitude, par une gestion au coup par coup des différents aléas. Ces trajectoires de résistance concernent une majorité des ménages ruraux, toutes zones confondues.

5.2 Le primat de la résistance

L'incertitude qui caractérise cette résistance se révèle par la succession de phases descendantes (déclin) et de phases

ascendantes (relèvement). Le déclin marque la dégradation progressive de la situation face au cumul des chocs : une marge de manœuvre réduite face à un aléa, qui oblige à hypothéquer l'avenir et grève encore plus la capacité à affronter le choc suivant. À Kotto Bourou II (Sibut, Kémo), ce déclin se manifeste par des contractions alimentaires chroniques tout au long de l'année, car du fait d'aléas divers, la production vivrière n'est pas suffisante. Pour pallier cette insuffisance, le ménage doit recourir à des activités aux revenus immédiats mais faibles, et doit donc en partie délaisser ses propres champs ; un cercle vicieux se met en place. Le relèvement, quant à lui, marque une timide amélioration de la situation, un début de sécurisation des moyens d'existence, encore trop fragile pour ne pas être remis en cause en cas de choc, et encore moins en cas de cumul des chocs. Toujours à Kotto Bourou II, cela renvoie à des ménages qui sont parvenus à constituer une petite épargne, principalement sur pied, pour faire face aux imprévus, grâce au maintien des activités vivrières marchandes. Le peu de sésame que ces ménages parviennent à commercialiser permet de dégager un revenu supplémentaire qui est alloué à l'achat de petit bétail, usuelle épargne de précaution dans les campagnes centrafricaines.

La place des femmes dans les systèmes d'activités constitue souvent un marqueur de ce primat de la résistance : lorsque la situation le permet, les épouses tentent généralement de développer des activités propres pour prendre en charge une partie des dépenses du ménage (scolarisation et soins des enfants notamment), mais à la suite d'un choc elles cessent souvent ces activités pour s'insérer à nouveau complètement dans les activités gérées par le chef de ménage. À Nounkowana (Bouar, Nana-Mambéré) par exemple, les opportunités existantes ont permis à de nombreuses femmes d'initier une petite activité de commerce à partir de 2016 et plus encore de 2017 comme complément de revenus. En 2018, certains ménages ont à nouveau été fragilisés par l'insécurité et les épouses ont alors dû mobiliser l'intégralité du capital de leur petit commerce ou allouer exclusivement leur temps aux travaux champêtres, délaissant la relative autonomie qu'elles parvenaient à retrouver depuis le début de la crise.

Dans des conditions qui ne permettent que la résistance pour une grande partie des paysans centrafricains, ceux-ci sont concentrés sur l'âpreté du quotidien, et « l'avenir » ne se limite donc, au mieux, qu'à la prochaine campagne agricole.

6 Quel avenir pour les paysanneries centrafricaines ?

Il est encore impossible, dans la plupart des campagnes centrafricaines, de parler d'une situation post-conflit, tant l'insécurité demeure prégnante. Il n'en reste pas moins nécessaire d'envisager, pour ces campagnes, les contours de l'après-guerre. Cet après-guerre passera par des relations apaisées avec les éleveurs, et par de véritables politiques de développement agricole.

6.1 Quelles relations au pastoralisme ?

Un autre leg essentiel de l'histoire est la cohabitation avec l'élevage pastoral. La présence de troupeaux bovins de Peuls Mbororo remonte au début des années 1920. Puis les arrivées

des pasteurs se sont succédé au rythme des sécheresses et des troubles dans leurs pays d'origine (Boutrais, 1990). Cette coexistence de deux systèmes extensifs, requérant de larges espaces pour demeurer viables, a provoqué de nombreux conflits du fait des « feux de chasse » allumés par les agriculteurs sur les terres de parcours, des dégâts occasionnés aux cultures par les troupeaux en divagation et par les feux de pâturage allumés par les éleveurs. Afin de limiter les affrontements, les pouvoirs publics ont opté pour une partition des espaces, avec notamment la délimitation dans les années 1960 de « communes d'élevage » et de « corridors de transhumance ». Mais la partition formelle des espaces entre agriculteurs et éleveurs n'a que rarement été respectée et n'est pas parvenue à éviter les conflits d'usage de ressources naturelles se dégradant et se raréfiant. Ces conflits ont pris une autre nature durant l'actuel conflit, les éleveurs étant considérés, à tort ou à raison, comme des complices objectifs des Séléka par de nombreux agriculteurs.

Certes, le degré d'hostilité varie beaucoup d'une zone à l'autre, selon l'histoire des relations entre agriculteurs et éleveurs, le type de mobilité pastorale (degré de sédentarisation), les exactions subies par les uns et les autres et les amalgames liés (agriculteurs et anti-balaka vs. éleveurs et Séléka), ainsi que l'intérêt perçu de maintenir des relations avec l'autre « communauté » (ventes, fumures, etc.) (Archambaud et Tidjani, 2016). Mais par-delà ces différences, l'une des manières possibles de combiner développement agricole et pacification des campagnes est à rechercher dans une plus grande intégration agriculture-élevage, entre ces deux systèmes qui jusqu'alors coexistent davantage qu'ils n'interagissent. Ainsi, il apparaît nécessaire de réduire la dispersion des parcelles, afin de pouvoir ainsi libérer des terres d'un seul tenant pour le parcours des animaux. Mais cela suppose que les agriculteurs puissent assurer la fertilité des sols par d'autres voies que la seule jachère, par le recours à des pratiques agroécologiques, mais aussi à la fumure animale. Susciter, certes progressivement, l'émergence d'intérêts partagés est sans doute tout autant, voire plus efficace, que « sensibiliser » à la réconciliation intercommunautaire.

6.2 Vers quel développement agricole ?

Les horizons possibles d'un développement agricole en RCA ont déjà été explorés ailleurs (Dufumier et Lallau, 2015). Ce développement constitue une condition, certes non suffisante mais indispensable, à toute pacification durable des campagnes centrafricaines. La marginalisation de ces dernières constitue l'une des causes majeures des dynamiques d'insécurité auxquelles l'ensemble du pays est confronté depuis les années 1990, et plus encore depuis 2012. Donc, une hypothétique neutralisation des groupes armés, par la force ou par la négociation (via un énième dispositif de Désarmement-Démobilisation-Réinsertion par exemple), ne brisera pas le cercle vicieux de la pauvreté et de la violence si les développeurs ne prennent pas le relais des urgentistes qui se pressent ces dernières années auprès des paysanneries (Carré et Radosta, 2018). Ces développeurs auraient à poursuivre plusieurs objectifs majeurs : accompagner la reconquête de la sécurité alimentaire et la sortie de l'assistance alimentaire ; permettre, dans l'ensemble du système alimentaire, la création d'emplois productifs et suffisamment rémunérateurs, afin

d'éviter que les seules perspectives pour les jeunes ruraux ne soient d'être ouvriers dans les chantiers ou miliciens dans les groupes armés; accompagner, par des voies durables d'intensification, le passage à la culture continue, face aux limites du système extensif de l'abattis-brûlis; ne pas limiter l'appui aux zones les plus « rentables », tant on sait que c'est le sentiment d'abandon des régions septentrionales qui a largement nourri la Séléka en 2012 et 2013; abandonner le mythe d'une prospérité agricole fondée sur l'exportation de produits standardisés à faible valeur ajoutée, comme le coton, et susciter plutôt la substitution d'importations alimentaires; accompagner l'émergence d'un véritable mouvement paysan, au-delà de l'appui local aux groupements; enfin, on l'a dit, susciter une meilleure intégration entre agriculture et élevage.

7 Conclusion : allonger les horizons

Une condition majeure pour que soient atteints, ou approchés, ces objectifs tient en l'allongement des horizons. Moins ceux des agriculteurs que ceux des institutions (nationales et internationales) qui sont censées les appuyer. On a toujours reproché aux paysans centrafricains leur mentalité de « chasseurs-cueilleurs », leur incapacité à se projeter dans l'avenir, leurs vies étant présentées comme uniquement tournées vers le présent. Non, les paysans centrafricains ne sont pas des « chasseurs-cueilleurs ». Ils ne le sont pas car ils aménagent, transforment leurs écosystèmes, plantent des arbres, investissent dans le long terme dès qu'ils le peuvent, on l'a vu. Mais, plus encore, les court-termistes ne sont peut-être pas ceux que l'on croit; c'est l'absence de vision à long terme des bailleurs de fonds et des décideurs publics, et son pendant de financements courts et irréguliers, qui constituent depuis des décennies le principal frein au développement agricole. Il est une évidence : on n'effacera pas des décennies de marginalité et les impacts considérables du conflit de cette décennie sans un appui extérieur suffisamment dense, et surtout long et prévisible. Cela constitue la seule voie de sortie envisageable de ce cycle de pauvreté et de violence, dans lequel sont aujourd'hui enfermées les paysanneries centrafricaines.

Références

Action Contre la Faim. 2018. Évaluation rapide de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence à Alindao, Sous-préfecture d'Alindao, Basse Kotto, du 31 août au 6 septembre 2018. Bangui : Action Contre la Faim, septembre 2018.

Ankogui-Mpoko GF, Kedeu P, Ganota B, Kadekoy-Tigague D. 2010. Insécurité, mobilité et migration des éleveurs dans les savanes d'Afrique centrale. In : Seiny Boukar L, Boumard P, eds. *Savanes africaines en développement : innover pour durer*. Actes du colloque, Avril 2009, Garoua, Cameroun. <https://hal.archives-ouvertes.fr/cirad-00457233v1>.

Archambaud L. 2018. Les dynamiques collectives en contexte post-conflit, réflexions sur une résilience socialement soutenable. Thèse de doctorat, Université de Lille, CLERSE, 670 p.

Archambaud L, Tidjani I. 2016. Étude des réalités agricoles et pastorales en Ouham, étude pour le renforcement des capacités de résilience des populations. ACF International, Solidarités, DRC, UK aid, septembre, 92 p.

Boutrais J. 1990. Les savanes humides, dernier refuge pastoral : l'exemple des Wodaabé, Mbororo de Centrafrique. *Genève-Afrique* 28(1): 14.

Carré C, Radosta M. 2018. Mettre fin au cercle vicieux entre faim et conflit en République Centrafricaine. Étude de cas d'Action contre la Faim. Paris : ACF.

Chauvin E, Seignobos C. 2013. L'imbroglie centrafricain. État, rebelles et bandits. *Afrique contemporaine* 4: 119-148.

Dampierre E de. 1960. Coton noir, café blanc. *Cahiers d'Études Africaines* 1: 128-147.

Dufumier M, Lallau B. 2015. Impossible développement agricole en République Centrafricaine? *Les Cahiers d'Outre Mer* 4(272): 535-555.

Dumont R. 1966. Le difficile développement agricole de la République Centrafricaine. Paris : Annales de l'Institut national agronomique, t. VI, 189 p.

Gafsi M, Mbétid-Bessane E. 2003. Stratégies des exploitations cotonnières et libéralisation de la filière. *Cahiers Agricultures* 12 (4): 253-260.

Kadekoy-Tigague D, Mbétid-Bessane E, Humbert M. 2009. Dynamique de structuration des organisations de producteurs en zone des savanes de Centrafrique face à la libéralisation de la filière cotonnière. République Centrafricaine : Université de Bangui, mai, 17 p.

Kalck P. 1976. Histoire centrafricaine des origines à 1966. Paris : L'Harmattan, Collection « Racines du présent ».

Laissus P, Lallau B. 2013. Résilience spontanée, résilience suscitée. Les complexités de l'action humanitaire en « zone LRA » (Est de la République Centrafricaine). *Éthique et Économie* 10(1). Disponible sur ethique-economique.net/Volume-10-Numero-1.html.

Lallau B., 2005. Quels acteurs pour l'innovation cotonnière? Enseignements de l'échec centrafricain. In : Froger G, Mainguy C, Brot J, Gérardin H, eds. *Quels acteurs pour quel développement ?* Paris : GEMDEV-Karthala, chap. 12.

Lallau B, Archambaud L (dir). 2018. Observer les crises et les résiliences en République Centrafricaine. Manuel à destination des évaluateurs humanitaires. Version 1, Projet CPDA-RCA, Université de Lille, Mars.

Lallau B, Mbétid-Bessane E. 2013. De la survie à la résilience? Adaptations des paysans à l'insécurité militaire autour de Paoua (RCA). In : Ancey V, Avelange I, Dedieu B, coord. *Agir en situation d'incertitude en agriculture. Regards pluridisciplinaires au Nord et au Sud*. Bruxelles : Peter Lang, pp. 377-403.

Leroy A. 1993. Place du coton dans le développement d'une économie africaine. Le cas de la République Centrafricaine. Thèse de Doctorat, Université Paris X.

Prioul C. 1981. Entre Oubangui et Chari vers 1890. Paris : Université de Paris X Nanterre, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, Coll. Recherches Oubanguiennes, n° 6.

Citation de l'article : Lallau B, Archambaud L. 2020. Les paysanneries centrafricaines à l'épreuve du conflit des années 2010. *Cah. Agric.* 29: 2.